

Anatomie de la croissance allemande : pourquoi Berlin continue de n'en faire qu'à sa tête dans une Europe convalescente



Si l'Allemagne reste un moteur pour la zone euro, la nature même de sa croissance et la non-utilisation de ses importantes marges budgétaires posent question au niveau européen. Alors que les dirigeants allemands rechignent à suivre les demandes de relance émanant de la BCE, du FMI et de la Commission européenne, les Allemands pourraient bien être, à terme, les premiers à le regretter.

Avec Christophe
Blot

Atlantico : Ce mercredi, l'office fédéral allemand Destatis a publié les derniers chiffres de la croissance allemande pour le deuxième trimestre de 2016, avec un PIB en augmentation de 0,4%. Toutefois, on remarque que cette croissance allemande est surtout portée par le commerce extérieur, avec notamment des exportations en hausse de 1,2% et des importations en recul de 0,1%. De la même façon, le pays présente un budget excédentaire. D'un point de vue européen, que peut-on dire de la nature de la croissance allemande ?

Christophe Blot : Il faut faire attention avec les interprétations qui se fondent uniquement sur les chiffres d'un seul trimestre. Si l'on regarde ce qui se passe depuis le début de l'année 2015, la contribution du commerce extérieur à la croissance allemande a été souvent négative et la croissance principalement tirée par la demande intérieure. Ce chiffre du deuxième trimestre 2016 n'est pas en soi symptomatique ou révélateur d'une tendance forte sur la situation de l'économie allemande et sur les moteurs de la croissance en Allemagne lors des derniers trimestres.

Par ailleurs, l'Allemagne demeure un moteur de la croissance de la zone euro, avec une croissance en moyenne plus forte depuis 2010. Le pays s'assoit probablement moins sur le commerce extérieur qu'avant la crise, même si le chiffre du T2 2016 indique effectivement une contribution externe beaucoup plus favorable que celle de la demande intérieure.

Malgré un budget excédentaire et une balance commerciale excédentaire, l'Allemagne ne suit pas forcément les recommandations de la BCE et même du FMI, qui appellent à une relance, mais préfère continuer de se serrer la ceinture au niveau budgétaire. Comment expliquer cela ? Dans quelle mesure peut-on dire que l'Allemagne fait aujourd'hui cavalier seul vis-à-vis de ses partenaires européens ?

Effectivement, certaines institutions internationales (la Commission européenne également) soulignent que l'Allemagne dispose de marges de manœuvre en termes budgétaires, et que le gouvernement pourrait les utiliser pour favoriser la croissance européenne. Sur ce point, l'Allemagne fait cependant preuve d'un certain nombre de réticences, qui peuvent s'expliquer par plusieurs facteurs.

D'une part, la situation interne en Allemagne, avec un taux de chômage inférieur à 5%, montre que l'Allemagne ne ressent pas le besoin de faire de la relance budgétaire pour sa propre économie qui est en situation de quasi-plein emploi avec une croissance qui se porte globalement bien.

Ensuite, le gouvernement allemand a souvent souligné la nécessité pour l'ensemble des pays de la zone euro de regagner en crédibilité. Cela passe selon lui par des déficits budgétaires maîtrisés et par une baisse des dettes publiques. Cette recette, l'Allemagne souhaite se l'appliquer à elle-même.

Le gouvernement allemand est par ailleurs assez peu convaincu de l'efficacité d'une relance budgétaire européenne ou allemande sur la croissance de la zone euro.

Enfin, il faut savoir que l'Allemagne tient compte de l'évolution démographique et du vieillissement de sa population, qui devrait créer des besoins budgétaires à moyen et long terme. En anticipation de cette situation et des engagements qu'elle pourrait avoir (retraites, système de santé, etc.), elle dégage aujourd'hui des excédents budgétaires.

Tous ces facteurs contribuent sans doute à expliquer pourquoi aujourd'hui l'Allemagne n'exploite pas les marges de manœuvre budgétaires dont elle dispose.

Si la politique économique allemande venait à se poursuivre dans la même voie, quelles en seraient les conséquences à terme au niveau européen, et pour la France en particulier ? Existe-t-il réellement des moyens de pression permettant de faire fléchir l'Allemagne sur ces points ?

C'est également une préoccupation de court terme, car l'Allemagne est un acteur de la zone euro. Or, si l'on regarde cette zone dans son ensemble, la reprise reste lente, malgré une croissance qui accélère. Le niveau de chômage reste très élevé autour de 10% et se résorbe très lentement. Il y a un besoin évident de soutien à la croissance économique globale de la zone euro. La question est de savoir quel rôle peut jouer l'Allemagne.

Il faut ajouter la nécessité de réduire les déséquilibres courants qui se sont créés avant la crise de 2008. Là aussi, l'Allemagne peut jouer un rôle par une politique de relance plus forte, en acceptant que cela ait des répercussions sur son excédent courant. Mais comme nous venons de le souligner, il y a différentes raisons qui permettent de comprendre pourquoi l'Allemagne a un certain nombre de réticences. Si l'on parle du long terme, il y a des estimations assez faibles sur le potentiel de croissance de l'économie allemande à long terme. Pour stimuler la croissance à long terme et accroître le potentiel, on peut plaider pour un plan de relance de l'investissement qui passerait notamment par des investissements publics plus importants. Il y a notamment des besoins en matière d'infrastructures, d'écologie, d'éducation...

Il faut bien garder à l'esprit que l'argument qui peut être ici mobilisé n'est pas nécessairement un argument pour la zone euro, mais aussi et sans doute avant tout pour l'Allemagne. L'Allemagne a aussi besoin d'investir dans sa croissance à long terme, pas uniquement pour relancer la zone euro à court terme. Si elle s'engageait dans une démarche plus active de relance budgétaire, cela bénéficierait avant tout à l'Allemagne. Il y aurait un effet positif sur le reste de la zone euro, mais les Allemands resteraient les premiers bénéficiaires d'un rôle plus coopératif au sein de la zone euro.

Propos recueillis par Benjamin Jeanjean.